

**Point de presse de la porte-parole -
Autriche - Déplacement de Mme
Nathalie Loiseau/Tourisme -
Déplacement de M. Jean-Baptiste
Lemoyne dans les Landes/Sécurité -
Cinquième rencontre sur la sécurité
à l'étranger des opérateurs de la
coopération internationale/Turquie
- Procès de M. Taner Kiliç/Côte
d'Ivoire - Inondations
(Paris, 21 juin 2018)**

Au point de presse de ce jour, la porte-parole a fait les déclarations suivantes :

1 - Autriche - Déplacement de Mme Nathalie Loiseau (Vienne, 21 juin 2018)

Mme Nathalie Loiseau, ministre chargée des affaires européennes, est aujourd'hui à Vienne. Elle s'entretiendra des principaux dossiers européens d'actualité avec son homologue, M. Gernot Blümel et la ministre du numérique et de l'attractivité économique, Mme Margarete Schramböck. La ministre portera auprès de la future présidence du Conseil de l'Union européenne, qui débute le 1er juillet, les priorités européennes de la France.

A l'occasion du 40ème anniversaire de la création du Centre franco-autrichien pour le rapprochement en Europe, Mme Loiseau participera à une conférence sur "l'Avenir de l'Union européenne" qui est aussi une consultation citoyenne sur l'Europe. Cet événement réunira de nombreux experts français et autrichiens des questions européennes, des personnalités politiques, des membres de think tanks internationaux et des représentants de la Commission européenne. Les discussions s'articuleront autour de trois thèmes : "mieux protéger - sécurité et migration" ; "défense, élargissement, politique étrangère de l'UE"; et "compétitivité, solidarité et subsidiarité". Afin de favoriser l'interaction avec le public, les discussions seront retransmises en direct via internet et offriront à tous la possibilité de participer directement via les réseaux sociaux grâce au hashtag #ZukunftDerEU.

Lors de ce déplacement, la ministre chargée des affaires européennes fera le point sur les questions migratoires avec le directeur de l'agence Frontex, M. Fabrice Leggeri, qui se trouve aussi à Vienne et elle rencontrera M. Michael O'Flaherty, directeur général de l'agence des droits fondamentaux de l'Union européenne.

Elle se rendra également au lycée français de Vienne afin d'annoncer des projets importants pour notre coopération bilatérale : l'ouverture d'une section internationale de langue allemande et la signature d'une convention de partenariat avec la Sorbonne portant sur des doubles cursus

de licence bilingues.

2 - Tourisme - Déplacement de M. Jean-Baptiste Lemoyne dans les Landes (21 juin 2018)

M. Jean-Baptiste Lemoyne, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, est aujourd'hui en déplacement dans les Landes pour participer à l'assemblée générale de l'association "tourisme & territoires", réseau de structuration de la politique touristique en France qui fédère l'ensemble des structures départementales du tourisme en métropole ainsi que dans les DOM et TOM.

En 2017, 87 millions de touristes internationaux ont été accueillis en France, générant des retombées économiques de 54 milliards d'euros. Cette fréquentation record, la plus forte jamais enregistrée en France, doit beaucoup aux professionnels du tourisme, à l'Etat et à son opérateur Atout France, ainsi qu'aux collectivités, dont les départements, qui ont travaillé ensemble pour enrayer la crise de 2016 et accroître l'attractivité touristique de la France.

Avec plus d'un milliard d'euros de recettes générées chaque année et 22 millions de nuitées touristiques en 2016, dont 3,2 millions de nuitées étrangères, les Landes participent à l'attractivité de la destination France. Le secrétaire d'Etat visitera également l'école de surf "Nature Surf Camp" de Messanges, destination phare de l'écotourisme et du tourisme sportif.

3 - Sécurité - Cinquième rencontre sur la sécurité à l'étranger des opérateurs de la coopération internationale (22 juin 2018)

Le ministère de l'Europe et des affaires étrangères organise à Paris, le vendredi 22 juin, la cinquième rencontre sur la sécurité à l'étranger des opérateurs de la coopération internationale sur le thème "Opérer en zone à risque".

Cette rencontre réunit chaque année plus de 180 représentants de haut niveau des opérateurs, des partenaires institutionnels et de l'administration, afin de répondre aux préoccupations des opérateurs ayant des activités en zones sensibles.

La cinquième édition sera consacrée à un débat sur les dynamiques sécuritaires dans les zones prioritaires d'intervention, aux missions sur les théâtres sensibles et à la place des nouvelles technologies dans l'organisation de la protection des collaborateurs sur le terrain.

4 - Turquie - Procès de M. Taner Kiliç (21 juin 2018)

Alors que se tient aujourd'hui à Istanbul une nouvelle audience du procès de M. Taner Kiliç, président de la branche turque d'Amnesty international, et des autres défenseurs des droits qui sont poursuivis avec lui, la France rappelle son attachement au droit de chacun à un procès équitable et appelle la Turquie à respecter ses engagements en matière de respect des droits et libertés fondamentales, que les ONG comme Amnesty International contribuent activement à

défendre.

Nous appelons à la libération de M. Kiliç, en détention provisoire depuis plus d'un an malgré une décision de remise en liberté en janvier dernier et nous suivrons cette procédure avec une vigilance particulière : notre consulat général est présent à l'audience.

A l'issue de son entretien avec son homologue turc à Paris le 5 janvier, le président de la République avait publiquement indiqué avoir "mentionné le cas de plusieurs dirigeants d'ONG" et rappelé que "nos démocraties devaient complètement respecter l'Etat de droit".

5 - Côte d'Ivoire - Inondations (21 juin 2018)

La France assure la Côte d'Ivoire de sa solidarité suite aux pluies diluviennes qui ont fait de nombreuses victimes et causé d'importants dégâts à Abidjan depuis le 18 juin. Nous adressons nos condoléances aux familles des victimes décédées dans ces circonstances difficiles.

La France déploie en Côte d'Ivoire cinq coopérants qui travaillent au quotidien au profit des forces de sécurité ivoiriennes et notamment des sapeurs-pompiers. L'un d'entre eux a été mis à la disposition de la cellule de crise mise en place à Abidjan. En 2017, 140 sapeurs-pompiers ivoiriens ont bénéficié d'actions de formation française.

La Côte d'Ivoire peut également compter sur l'appui de la France pour améliorer l'anticipation et la gestion de ces événements extrêmes. Un schéma directeur d'assainissement et de drainage du district d'Abidjan a été financé par le contrat de désendettement et de développement et la France participera, avec d'autres bailleurs, au financement des infrastructures prioritaires qu'il prévoit./.